



Ministère de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et de la recherche

Ministère de l'intérieur

Direction générale de l'enseignement scolaire

Direction générale des collectivités locales

Paris, le 03 NOV 2014

La ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et de la recherche

Le ministre de l'intérieur

à

Mesdames et messieurs les préfets de région

Mesdames et messieurs les préfets de  
département

**Objet :** Note d'instruction relative à la désignation des représentants des collectivités locales au sein du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement

**PJ :** Décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014 relatif à la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement.

La présente note d'instruction a pour objet de vous alerter sur les conditions dans lesquelles sont désignés les représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration de l'établissement, qui peuvent différer selon qu'une même collectivité compte un ou deux représentants dans cette instance.

Le décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014 relatif à la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement, tire les conséquences des modifications introduites par les lois n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, en précisant les conditions de désignation des représentants des collectivités territoriales dans le conseil d'administration (CA) des établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ).

#### **I – Modification de la représentation des collectivités territoriales au sein du conseil d'administration des EPLÉ**

Conformément à l'article L. 421-2 du code de l'éducation, la collectivité territoriale de rattachement voit sa représentation passer de un à deux représentants.

Afin de maintenir l'équilibre tripartite entre les collectivités territoriales, l'administration, les personnels et les usagers de la composition du conseil d'administration, le législateur a prévu :

- pour le CA des collèges de plus de 600 élèves et des lycées, le passage de trois à deux représentants de la commune siège de l'établissement ou, lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public et un représentant de la commune (article R. 421-14 du code de l'éducation) ;
- pour le CA des collèges de moins de 600 élèves et ne comportant pas une section d'éducation spécialisée, celui des établissements régionaux d'enseignement adapté et celui des lycées professionnels maritimes, la représentation de la commune siège sera désormais d'un membre. Lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public assiste au CA à titre consultatif (R. 421-16 du code de l'éducation).

## **II – Prise en compte de la possibilité de transfert ou de délégations des compétences entre collectivités locales et intercommunalités**

Le décret tient compte des évolutions apportées par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en ce qui concerne les trois situations suivantes :

- La collectivité de rattachement a transféré ses compétences de fonctionnement et d'investissement des collèges ou lycées à une métropole (en application des dispositions du 1° de l'article L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales pour les régions ou du 3° de l'article L. 3211-1-1 du même code pour les départements). Dans ce cas, un représentant de la métropole sera membre du conseil d'administration des EPLE concernés, en lieu et place de l'un des représentants de la collectivité territoriale de rattachement. La collectivité de rattachement conservera un siège. Cette possibilité de transfert de compétences à une métropole n'est pas prévue pour les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) qui ne sont ni des collèges ni des lycées.
- La collectivité de rattachement a délégué ses compétences à une autre collectivité ou à une intercommunalité, en application de l'article L. 1111-8 du CGCT. Dans ce cas, un représentant de la collectivité délégataire sera membre du conseil d'administration des EPLE concernés, en lieu et place de l'un des représentants de la collectivité territoriale de rattachement. La collectivité de rattachement conservera un siège.
- Bien que le décret ne contienne pas de disposition spécifique à la métropole de Lyon, il s'applique à cette collectivité territoriale à statut particulier, dès qu'il est fait mention de la « collectivité de rattachement ». La métropole de Lyon exerce de plein droit les compétences du département en matière d'investissement, d'équipement et de fonctionnement des collèges (article L. 3641-2 du CGCT), et peut se voir déléguer, par convention, les compétences de la région en matière d'investissement, d'équipement et de fonctionnement des lycées en application du I de l'article L. 3641-4 du CGCT.

## **III – Modalités de désignation des représentants des collectivités territoriales**

- Au conseil d'administration

Les représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration sont désignés par l'assemblée délibérante.

Lorsque les représentants d'une même collectivité territoriale sont au nombre de deux, le président de l'assemblée délibérante peut proposer la désignation d'une personne n'appartenant pas à l'assemblée délibérante comme l'un de ses deux représentants (article R. 421-33 du code de l'éducation).

- A la commission permanente

Un représentant de la collectivité territoriale de rattachement, ou de la personne publique exerçant les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement siège à la commission permanente.

Lorsque la collectivité territoriale de rattachement exerce les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement, le représentant à la commission permanente est désigné par les représentants de la collectivité territoriale de rattachement au conseil d'administration parmi les deux représentants titulaires ou leurs suppléants.

Lorsque la collectivité territoriale de rattachement n'exerce pas les compétences en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement de l'établissement, le représentant au conseil d'administration de la personne publique exerçant ces compétences, ou à défaut son suppléant, siège à la commission permanente.

#### IV – Entrée en vigueur


Les dispositions du décret précité entrent en vigueur le lundi 3 novembre 2014. Les arrêtés de désignation des représentants des collectivités au conseil d'administration pris antérieurement à la date d'entrée en vigueur du décret sont caducs.

Compte tenu du délai restreint, vous inviterez les collectivités locales à désigner leurs représentants titulaires et suppléants au conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement dans les plus brefs délais. Les premières réunions du conseil d'administration suite au renouvellement des représentants des parents d'élèves et des personnels devraient avoir lieu début novembre.

J'appelle votre attention sur l'alinéa 3 de l'article R. 421-25 du code de l'éducation qui dispose : « *Le conseil d'administration ne peut siéger valablement que si le nombre de présents, en début de séance, est égal à la majorité des membres en exercice composant le conseil* ». Ainsi, l'absence d'une éventuelle désignation des représentants des collectivités locales pour la première réunion du conseil d'administration ne susciterait pas de difficulté quant au quorum à atteindre du conseil d'administration, puisque le calcul de celui-ci ne prendrait pas en compte les membres non encore désignés.

Pour toutes questions relatives à la mise en application du décret, la direction générale des collectivités locales (SDCIL/CIL3 Arielle Roumi, arielle.roumi@interieur.gouv.fr), les rectorats ou les directions académiques des services de l'éducation nationale ainsi que la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO/B3-3 Catherine Billon, catherine.billon@education.gouv.fr) se tiennent à votre disposition en tant que de besoin.

Pour la ministre et par délégation  
La directrice de l'enseignement scolaire



Florence ROBINE

Pour le ministre et par délégation

Le directeur général  
des collectivités locales

  
Serge MORVAN

CPI : Mesdames et messieurs les recteurs d'académie  
Mesdames et messieurs les inspecteurs d'académie, directeurs académiques des services  
de l'éducation nationale